

A Rwanda →

USAGE STRICTEMENT NATIONAL

Le 18 juillet 1994
N° 19044/N

FICHE PARTICULIERE

RWANDA

SITUATION EN ZONE FPR

Dans les territoires qu'il contrôle, le Front Patriotique Rwandais (FPR) s'emploie à mettre en place une administration efficace, épaulée par des militaires parfaitement disciplinés.

16 000 réfugiés tutsi volontaires sont déjà revenus d'Ouganda. Leur intégration est entièrement contrôlée par l'administration FPR.

Le FPR s'efforce à faire disparaître au plus vite les séquelles dues aux affrontements et à remettre en état de fonctionnement les infrastructures du pays (eau, électricité, téléphone...). Ce souci s'explique principalement par la volonté du FPR de convaincre les réfugiés rwandais qu'ils ont intérêt à regagner leurs régions d'origine. Pour ce faire, le FPR souhaite que ses efforts pour rétablir la sécurité et de meilleures conditions d'existence dans les villes de Kigali, Butare et Gitarama servent d'exemple.

Ainsi, pour le FPR, la tâche du futur gouvernement rwandais devra être, en priorité, axée sur les mesures suivantes :

- redistribution du domaine agricole, ↗

- modification des structures administratives. ↙

ARCHIVES
NATIONALES

Même si la Mission d'Observation des Nations Unies à la frontière Ougando-Rwandaise (MONUOR) n'en a jamais eu la preuve formelle (1), le FPR bénéficierait, dans la zone qu'il contrôle, du soutien logistique de l'Ouganda. Des navettes aériennes ont été observées sur l'aéroport de Gabiro, à l'est du pays. Jusqu'à présent, les éléments de la Mission d'Assistance des Nations Unies au Rwanda (MINUAR) n'ont pu avoir accès à cet aéroport pour vérifier la nature des chargements et la provenance des appareils.

De jeunes Tutsi (une soixantaine environ par semaine), déjà formés au centre d'instruction militaire de Mbarara (Ouganda) sont régulièrement acheminés au Rwanda, sans armes, par le poste-frontière de Kagitumba, au nord-est du pays.

(1) La MONUOR a été empêchée par le FPR d'exercer sa mission durant les trois premières semaines de l'offensive. Par ailleurs, les plans de vol des hélicoptères de la MONUOR sont systématiquement réclamés par l'armée ougandaise avant chaque mission de reconnaissance. Un de ces appareils a d'ailleurs essuyé des tirs de semonce alors qu'il survolait la localité de Kagitumba, suspectée de servir de point de passage à des éléments du FPR.